



Douzième reconstitution

**PROSPÉRITÉ
RURALE.**

**ALIMENTATION.
RÉSILIENCE.**



© IFIDA/GMB Akash

ARGUMENTAIRE D'INVESTISSEMENT

POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS QUE LE MONDE S'EST FIXÉS, IL FAUT COMMENCER PAR AGIR DANS LES ZONES RURALES

Aujourd'hui, nous sommes à un tournant décisif – après des progrès sans précédent, la lutte contre la faim marque le pas et les succès enregistrés ces dernières décennies sont en passe d'être annulés. En outre, la pauvreté résiste obstinément dans certaines régions, et les inégalités se creusent¹. Cette situation ne peut plus durer.

Certes, le nombre de personnes qui vivent en situation d'extrême pauvreté a chuté, puisqu'il est passé de 2 milliards en 1990 à 736 millions en 2015², et la faim a reculé pendant des décennies³, **mais les populations les plus pauvres et les plus marginalisées continuent d'être laissées de côté**. Chaque jour, plus de 820 millions de personnes ne mangent pas à leur faim, et le fossé entre riches et pauvres ne cesse de se creuser.

Dans le même temps, les changements climatiques menacent l'existence même de nos systèmes alimentaires, alors que la nourriture est notre besoin le plus élémentaire. La fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes continuent d'augmenter⁴ et les coûts de ces catastrophes s'envolent⁵. Les ruraux, en particulier les petits agriculteurs, sont parmi ceux qui souffrent le plus⁶. Les contraintes environnementales pourraient pousser jusqu'à un milliard de personnes à l'émigration⁷. Les conflits, la fragilité et les ralentissements économiques sont aussi en cause dans cette aggravation de la faim. L'augmentation du coût de l'aide humanitaire appelle l'attention sur la nécessité de consentir des investissements et de mettre en place des solutions à plus long terme.

Bien que ces défis soient redoutables, nous avons aussi **une occasion historique de relancer les progrès vers l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim** (objectifs de développement durable (ODD) 1 et 2). Cela fait 20 ans que la part de l'aide publique au développement consacrée à la sécurité alimentaire stagne aux alentours de 6%. Nous pouvons et nous devons faire plus, pas seulement en augmentant les financements, mais aussi en forgeant de nouveaux partenariats, de nouveaux instruments, des modèles plus efficaces et des démarches plus inclusives.

La pauvreté, la faim et les inégalités peuvent frapper n'importe où, mais elles se concentrent dans les zones rurales, où vivent la plupart des personnes les plus pauvres au monde, qui ne mangent pas à leur faim. **Voilà pourquoi la réalisation des ODD passe par les zones rurales.**

Les populations rurales sont les principales victimes de ces problèmes, mais elles sont également des partenaires appelés à jouer un rôle essentiel pour leur apporter des solutions. Selon les estimations, **à l'échelle mondiale, 63% des pauvres travaillent dans l'agriculture, dont l'immense majorité dans les petites exploitations.** Les petits paysans, qui exploitent 30% des terres agricoles de la planète, produisent 50% de la totalité des calories⁸. **Le développement rural, dont l'agriculture est le cœur, peut répandre la prospérité parmi les communautés et les sociétés.** Les petites exploitations agricoles prospères peuvent non seulement fournir des produits alimentaires, mais aussi créer des emplois et susciter un surcroît de demande pour des biens et services produits localement. Cette dynamique ouvre des perspectives, stimule la croissance économique et favorise la stabilité sociale.

De fait, la croissance économique du secteur agricole est deux à trois fois plus efficace pour faire reculer la pauvreté et l'insécurité alimentaire que la croissance produite par d'autres secteurs⁹. Pour atteindre les objectifs d'élimination de la pauvreté extrême et de la faim que le monde s'est fixés, il faut intensifier les investissements ciblés dans les zones rurales.

Le FIDA a un rôle essentiel à jouer, car il est la seule institution multilatérale de développement qui s'attache exclusivement à transformer les économies rurales et les systèmes alimentaires pour les rendre plus inclusifs, plus productifs, plus résilients et plus durables.



© IFAD/Nana Kofi Acquah

LE RÔLE DU FIDA DANS L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ ET DE LA FAIM

Le FIDA investit en faveur des millions de ruraux qui risquent le plus d'être laissés de côté: petits producteurs pauvres, femmes, jeunes, peuples autochtones et autres groupes vulnérables qui vivent dans les zones rurales. Il adapte sa démarche en fonction des besoins des pays et se concentre sur les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en particulier en Afrique subsaharienne. Mais il fournit également un appui dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure afin de venir à bout des poches de pauvreté tenaces qui y subsistent. Partout dans le monde, le FIDA intervient dans des régions reculées et dans des contextes difficiles où sévissent l'insécurité alimentaire, les pressions sur l'environnement et la fragilité.

L'avantage comparatif du FIDA réside dans le fait qu'il se consacre plus particulièrement aux populations des zones rurales qui sont en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire extrêmes. Non seulement il contribue à leur ouvrir de nouvelles perspectives économiques, mais il s'attache à renforcer leur aptitude à s'en saisir en leur proposant des financements, des formations et un accès plus large aux ressources et aux marchés.

Forts de 40 années d'expérience dans des zones rurales reculées, nous savons que le dernier kilomètre peut être le plus difficile à parcourir. Pourtant, c'est là que ceux qui agissent en faveur du développement doivent maintenant faire converger leurs efforts afin de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont le plus exposés au risque d'être laissés de côté. Le mandat unique et l'expérience irremplaçable du FIDA peuvent lui permettre de jouer un rôle particulier pour retrouver le chemin de la réalisation des ODD 1 et 2.

Le FIDA a l'ambition de doubler son impact au cours des dix prochaines années, dans le cadre d'un programme de travail d'environ 30 milliards d'USD. Pour peu que les États membres amplifient leur soutien, ces investissements en hausse pourraient permettre:

DE FAIRE AUGMENTER LA PRODUCTION DE 201 MILLIONS DE PETITS PRODUCTEURS

D'AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DE 111 MILLIONS DE PERSONNES QUI PARTICIPENT À DES PROJETS

DE FAIRE PROGRESSER D'AU MOINS 20% LES REVENUS DE 264 MILLIONS DE FEMMES ET D'HOMMES VIVANT EN MILIEU RURAL

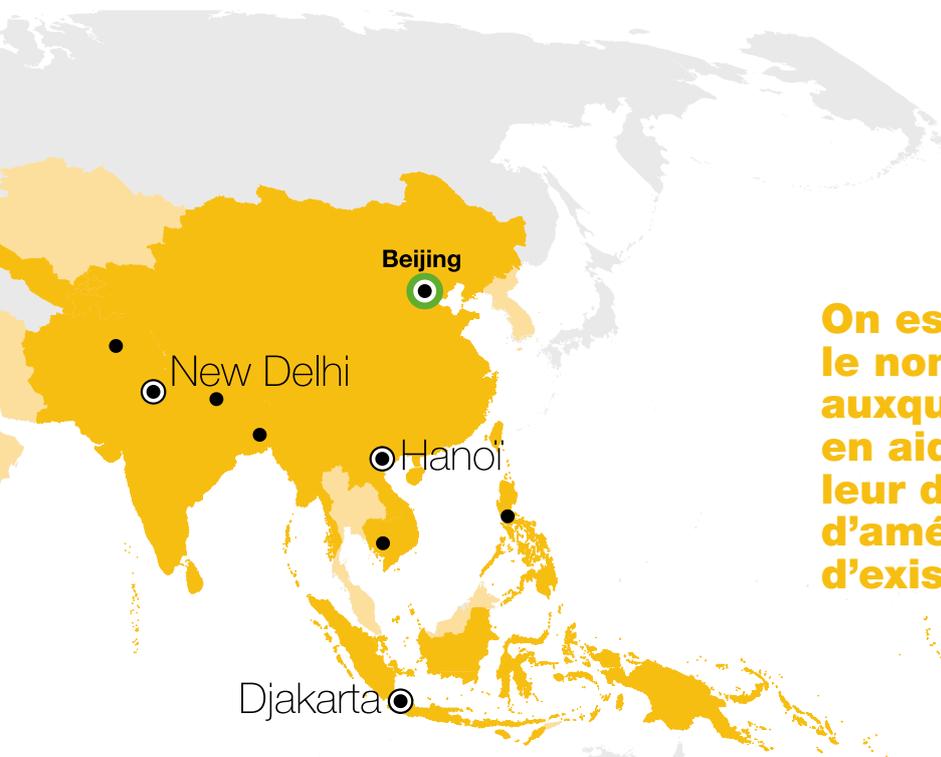
LES OPÉRATIONS DU FIDA DANS LE MONDE



Les efforts actuellement déployés pour aider les pays en développement ne seront pas suffisants pour réaliser l'Agenda 2030 adopté à l'unanimité en 2015 par les 193 États membres des Nations Unies. En particulier, **il sera difficile d'atteindre les ODD 1 et 2, c'est-à-dire d'éliminer la pauvreté extrême et la faim, si l'on n'investit pas davantage dans les zones rurales.**

Le rôle du FIDA dans l'architecture mondiale du développement est unique, et il est possible d'élargir et d'améliorer encore l'impact probant déjà obtenu. La Banque mondiale et les banques régionales de développement financent des projets de plus grande envergure, souvent au niveau sectoriel, tandis que le FIDA se spécialise dans des activités qui favorisent une transformation du monde rural et des systèmes alimentaires à la fois inclusifs, productifs, résilients et durables. **Il complète les investissements des institutions de plus grande dimension en veillant à l'inclusion des groupes de population les plus vulnérables et les plus démunis.**

Le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds mondial pour le climat et le Fonds pour l'adaptation sont des financeurs importants avec lesquels le FIDA collabore. Il apporte ses compétences spécialisées en matière de conception et de soutien de projets d'investissement rural, sa présence sur le terrain et les partenariats qu'il a noués dans les pays, et il a à son actif un bilan probant. Son portefeuille peut s'appuyer sur **les solides relations qu'il entretient avec les gouvernements nationaux et les collectivités locales dans près de 100 pays où il finance actuellement des projets** (voir la carte).



On estime à 512 millions le nombre de personnes auxquelles le FIDA est venu en aide depuis 1977 en leur donnant la possibilité d'améliorer leurs moyens d'existence

L'action du FIDA s'inscrit dans une logique de programmes. Les projets ne sont pas des interventions isolées; au contraire, ils sont conformes aux stratégies de développement des gouvernements, leur conception permet de les reproduire à plus grande échelle et de produire des résultats durables à long terme, et ils ne se limitent pas à apporter des financements, mais comprennent un appui à l'élaboration des politiques et des transferts de savoirs et de technologies. **Le Cadre stratégique adopté pour la période 2016-2025, spécifiquement axé sur la réalisation des ODD 1 et 2**, se décline en trois objectifs: renforcer les capacités productives des populations rurales, accroître les avantages qu'elles tirent de leur intégration aux marchés, et renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique de leurs activités économiques. Il correspond particulièrement bien à la cible 3 de l'ODD 2 – doubler la productivité et les revenus des petits exploitants agricoles – et à sa cible 4 – mettre en place des systèmes de production alimentaire viables.

Le FIDA agit en partenariat, non seulement avec les gouvernements, mais aussi avec les autres institutions financières, le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG), organisations de producteurs et la société civile, et il associe activement les personnes qui prennent part à ses projets afin qu'ils investissent dans leur propre développement et en définissent les orientations. La contribution des participants eux-mêmes aux projets appuyés par le FIDA est supérieure à 2 milliards d'USD. **Le FIDA ne se contente pas de favoriser les partenariats, il encourage une véritable appropriation, par les gouvernements aussi bien que par les participants.**

Par ailleurs, le FIDA joue le rôle de rassembleur de fonds en faveur du développement. **Chaque USD apporté par un État membre à la reconstitution des ressources du FIDA permet l'exécution d'un programme de travail global d'une valeur de 8,4 USD**, compte tenu des cofinancements fournis par les gouvernements et les partenaires de développement.

Le FIDA s'attache à **mesurer les résultats de manière détaillée et à les quantifier**. Il s'est engagé à procéder à des évaluations d'impact sur un échantillon de projets représentant 15% de son portefeuille et à regrouper ces estimations **pour établir l'impact de l'ensemble de son portefeuille**. Il est la seule organisation internationale à procéder de la sorte.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

PERMETTRE AUX POPULATIONS RURALES DE PRENDRE EN CHARGE LEUR PROPRE DÉVELOPPEMENT

La population rurale des hauts plateaux éthiopiens dépend principalement d'une agriculture pluviale de subsistance. Les précipitations aléatoires et les fréquents épisodes de sécheresse que subit cette région les empêchent souvent d'améliorer le rendement des cultures, et donc les revenus des ménages. Le Programme de développement participatif de la petite irrigation, financé par le FIDA, le Gouvernement éthiopien et les participants eux-mêmes à hauteur de 57,7 millions d'USD, a été pensé pour exploiter le potentiel de l'agriculture irriguée afin d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition des familles et les revenus de ménages ruraux pauvres dans quatre États éthiopiens. Des petits périmètres d'irrigation ont été construits sur environ 12 000 hectares afin d'alimenter les exploitations en eau tout au long de l'année. Les routes de desserte menant aux marchés locaux ont été améliorées afin de permettre aux agriculteurs d'accroître leurs ventes et leurs revenus. Les paysans ont également pu suivre des formations afin d'améliorer la productivité, notamment grâce à la production de semences, la gestion après récolte et la conservation de l'eau. La démarche participative appliquée dans le cadre de ce projet visait à amener les membres des communautés à prendre en charge le processus de développement. Elle a en outre consisté à inciter les femmes à siéger dans les instances de décision des associations d'usagers de l'eau et à les aider à planter des



© FIDA/FAO/WFP/Peterik Wiggers

jardins potagers familiaux. Les collectivités locales, propriétaires des périmètres d'irrigation, en ont assuré la gestion par l'intermédiaire des associations d'usagers de l'eau, et elles ont bénéficié de formations afin d'apprendre comment gérer et répartir l'eau de manière efficace. Le projet a fait l'objet d'une évaluation d'impact rigoureuse, grâce aux données collectées à intervalles très rapprochés auprès de 1 033 foyers durant 12 mois, et 4 saisons. Cette étude a montré que plus de 300 000 paysans ont pu tirer parti des périmètres d'irrigation, qui leur ont permis de cultiver toute l'année et de voir augmenter les revenus tirés de la vente de leurs récoltes, en particulier pendant la saison sèche¹⁰.

Ces évaluations d'impact montrent que chaque année, les investissements du FIDA permettent à **15 millions de petits exploitants d'accroître leur production et se traduisent par une augmentation de 16 millions de la valeur des produits commercialisés**, l'amélioration de la résilience de **9 millions de participants aux projets**, et la progression d'au moins 20% des revenus de **20 millions de femmes et d'hommes vivant en milieu rural**.

Le Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement adopté par le FIDA en 2016 a permis de favoriser les décisions fondées sur des éléments probants, de renforcer l'attention portée aux résultats tout au long du cycle de projet et de promouvoir une culture de la gestion axée sur les résultats. À l'avenir, le FIDA a l'intention de s'attacher davantage à assimiler les enseignements dégagés des évaluations et à faire en sorte que les savoirs ainsi accumulés correspondent aux besoins des équipes et qu'elles y aient accès facilement et en temps voulu.

FAVORISER UNE CROISSANCE INCLUSIVE

Pour honorer l'engagement crucial, souscrit dans le Programme 2030, de «ne laisser personne de côté», il faut non seulement investir dans les communautés rurales, mais aussi les relier au monde dans son ensemble en leur donnant accès aux nouveaux marchés et aux nouvelles technologies. À défaut, **le monde rural ne sera pas en mesure de proposer aux jeunes des perspectives d'emploi, d'épanouissement personnel et de prospérité**, ce qui laisse craindre des répercussions sur les économies, les sociétés et la sécurité alimentaire mondiale.

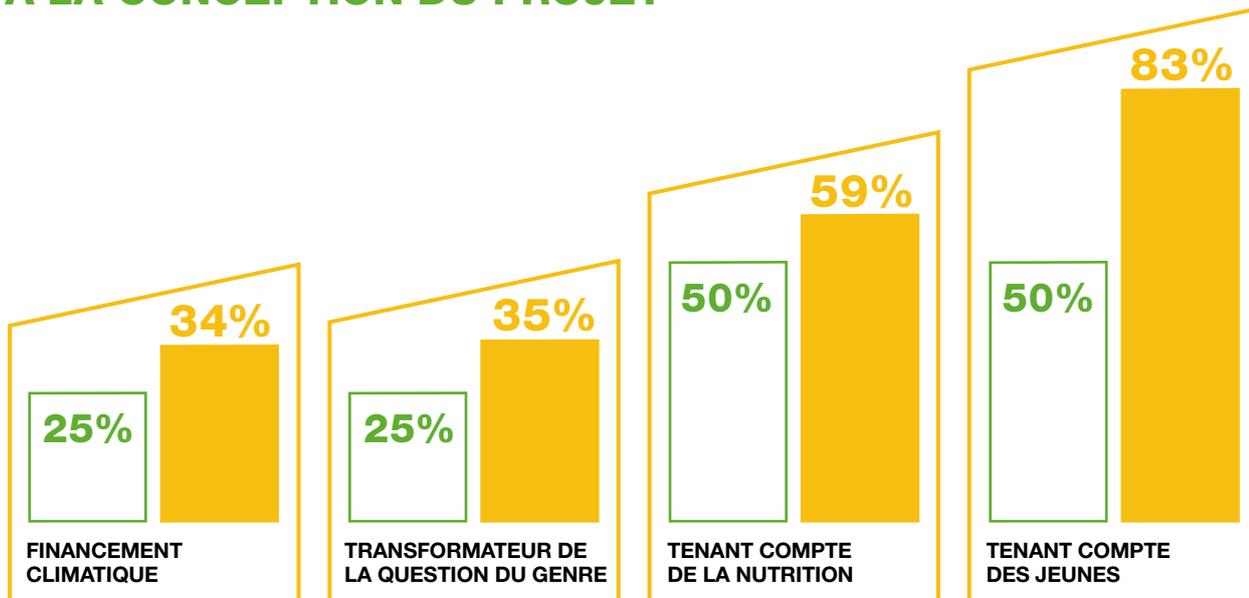
C'est parmi les groupes de population rurale marginalisés, notamment les femmes et les jeunes, que l'insécurité alimentaire et la pauvreté sont les plus critiques. Pour que la croissance atteigne ces populations rurales, il faut amplifier les investissements dans des domaines comme les grandes infrastructures, mais aussi les accompagner d'initiatives visant à stimuler une «croissance qui part de la base», sous forme d'investissements au niveau local, dans les petites et moyennes entreprises, au profit des petits producteurs et en faveur de l'économie rurale non agricole. Il est avéré que cette croissance qui part de la base **constitue le moyen le plus efficace de permettre aux populations d'échapper à la pauvreté¹¹**. **Le FIDA est spécialisé dans ce type d'investissements, et il a fait œuvre de pionnier en matière de développement à l'initiative des communautés.**

Il est urgent d'accélérer les investissements consentis pour venir en aide aux populations les plus marginalisées. Il faut dès maintenant prendre des mesures ciblées dans les pays où la pauvreté et l'insécurité alimentaire restent élevées et sont même parfois en train de s'aggraver.

Cette action doit être menée au niveau local pour avoir une chance de faire bénéficier les populations les plus pauvres et les plus marginalisées des moyens et des compétences dont elles ont besoin pour améliorer leur existence, s'adapter aux changements climatiques et à leurs effets sur l'environnement, et contribuer à résoudre des problèmes à caractère plus général, notamment en se tournant vers des systèmes alimentaires plus durables.

Les petits producteurs jouent un rôle essentiel pour atteindre ces objectifs – pour peu qu'ils reçoivent davantage de soutien afin de renforcer leur résilience et d'améliorer leurs moyens d'existence.

CIBLES POUR LES THÈMES TRANSVERSAUX À LA CONCEPTION DU PROJET



TOUS LES DOMAINES ONT DÉPASSÉ LES CIBLES POUR 2019

Le FIDA s'attache aujourd'hui à développer ses activités dans le domaine du climat et de l'environnement et en ce qui concerne la problématique femmes-hommes, les jeunes et la nutrition, et à relier ces enjeux entre eux afin de renforcer l'impact obtenu. Le FIDA envisage de plus en plus la question du développement agricole dans le cadre plus large des systèmes alimentaires – depuis les intrants et la production jusqu'à la transformation, la commercialisation et la consommation. Il s'emploie aussi à favoriser l'autonomisation des femmes et leur pouvoir de décision, la diversité des modes de culture et de l'alimentation et les perspectives d'emploi des jeunes du monde rural.

L'innovation et la technologie sont essentielles à la transformation du monde rural, en particulier lorsqu'il s'agit de permettre aux groupes de population les plus marginalisés, comme les femmes et les jeunes, d'accéder et de participer davantage aux marchés. La recherche joue également un rôle important. Depuis 2007, l'Union européenne a injecté 248 millions d'euros, par l'intermédiaire du FIDA, pour soutenir la recherche agricole. Les activités financées sont notamment l'élaboration et l'expérimentation de méthodes novatrices qui permettent d'améliorer les moyens d'existence, la nutrition ou la résilience des communautés rurales pilotes et de dégager des enseignements dans la perspective de la reproduction à plus grande échelle.

La nécessité de mettre de nouvelles technologies et de nouveaux savoirs au service de la transformation des zones rurales est également perceptible dans l'essor de la demande dont **la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST)** fait l'objet. Le FIDA a intensifié sa participation aux activités de CSST dans le cadre d'initiatives comme le mécanisme de CSST Chine-FIDA, au titre duquel 15 projets d'une valeur totale de près de 7 millions d'USD ont été approuvés.

PROMOUVOIR LA RÉSILIENCE ET L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION AU SAHEL

La région reculée du Guéra, au Tchad, est exposée à la sécheresse, et elle est souvent en proie à des conflits, ce qui fait peser une menace permanente sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations. Le Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G), une intervention d'une valeur de 20 millions d'USD qui bénéficie du concours du FIDA et du Gouvernement tchadien, a permis de construire ou de remettre en état 66 banques de céréales communautaires où les agriculteurs ont pu stocker leur production à la saison des récoltes et emprunter durant la période de soudure, lorsque les prix sont plus élevés et que les quantités de céréales disponibles s'amenuisent. Les cultures pratiquées sont le sorgho, le millet, le berbéré, l'arachide, le sésame et le maïs. Les comités locaux de paysans ont bénéficié d'une formation à la gestion et l'entretien des banques de céréales. Celles-ci permettent de réduire les pertes après récolte, de sorte que les paysans sont en mesure de diversifier leurs apports alimentaires et de mieux répartir leur consommation de céréales au cours de l'année. La sécurité alimentaire a ainsi progressé de 37% et la diversité des apports alimentaires de 23%. Le projet a également servi à renforcer la cohésion sociale, ce qui a entraîné une augmentation de 33% de la résilience et de la capacité de se remettre après des troubles civils, ainsi qu'une hausse de la participation à des associations agricoles ou sociales. Les actifs durables ont augmenté de 9%, le cheptel de 17%, et le total des actifs de 14%. La formation à la gestion et l'entretien des banques de céréales a joué un rôle essentiel; dans certaines zones extérieures au périmètre du projet, les banques de céréales étaient mal gérées et les infrastructures se sont détériorées. Le PADER-G a permis d'améliorer la situation de 119 710 personnes¹².



©FIDA/Sarah Morgan

INVESTIR EN FAVEUR DE LA RÉSILIENCE ET DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES AU BANGLADESH

Au Bangladesh, la saison de la mousson, qui s'étend sur sept mois, apporte des pluies diluviennes dévastatrices qui inondent les routes, ce qui fait qu'il est presque impossible pour les paysans de se rendre sur les marchés locaux afin de vendre leur récolte. Le Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques a permis d'améliorer les routes et les marchés du littoral afin que ces infrastructures puissent mieux résister aux assauts de l'eau. Financé au moyen d'un prêt de 60 millions d'USD accordé par le FIDA accompagné de cofinancements du Gouvernement, de la Banque asiatique de développement, du Fonds stratégique pour le climat et de l'Institut allemand de crédit pour la reconstruction, ce projet a permis d'assurer des formations à l'intention de sociétés à contrat de travail collectif regroupant 5 000 membres, qui ont construit 355 kilomètres de routes surélevées en employant des matériaux capables de résister aux inondations. Des plateformes surélevées et des fossés de drainage destinés à éviter les inondations ont été construits pour protéger les marchés proprement dits, et les comités de gestion ont appris à entretenir ces nouvelles infrastructures. En outre, les femmes ont fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de ce projet: elles étaient majoritaires parmi les membres des sociétés à contrat de travail collectif, et elles pouvaient louer à un tarif raisonnable certaines parties des marchés locaux qui leur étaient réservées. Grâce à ces initiatives, les revenus tirés de la vente des récoltes ont augmenté de 70% durant la saison des moussons, et les revenus annuels de 104%¹³.



© FIDA/GMB Akash

RENFORCER LA RÉSILIENCE

Aujourd'hui, le défi fondamental à relever est celui des menaces environnementales qui mettent en péril les moyens d'existence des petits producteurs et des autres populations rurales et compromettent la sécurité alimentaire et la stabilité à l'échelle de la planète. La Banque mondiale estime que les changements climatiques vont faire basculer plus de 100 millions de personnes dans la pauvreté, cette aggravation de la pauvreté étant imputable pour moitié aux effets de ces changements sur l'agriculture¹⁴. La variabilité du climat et l'exposition à des phénomènes climatiques extrêmes plus complexes, plus fréquents et plus intenses sape les progrès accomplis sur la voie de l'élimination de la faim et de la malnutrition. La faim est nettement plus répandue dans les pays où les moyens d'existence d'une forte proportion de la population dépendent de l'agriculture.

Le phénomène de perte de diversité génétique qui s'est enclenché constitue également une menace, car il entraîne une réduction de la fertilité des sols et rend les systèmes de culture plus vulnérables face aux ravages causés par les nuisibles et les maladies. Les populations rurales sont les gardiens de la biodiversité des espèces végétales et animales et des insectes, dont dépend l'avenir de nos systèmes alimentaires. Il est indispensable de **contribuer à un regain de diversité dans les exploitations agricoles afin de renforcer la résilience des petits paysans**.

Le FIDA joue un rôle de premier plan dans l'appui aux petits paysans en renforçant leur résilience face aux répercussions des changements climatiques. **Avant même que l'adaptation aux changements climatiques ne devienne un thème de premier plan dans les débats internationaux, le FIDA apportait son concours à des programmes d'investissement dans des régions exposées aux sécheresses et aux inondations et encourageait les techniques d'adaptation comme l'agroforesterie ou la collecte des eaux**. En 2012, le FIDA a créé le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), première initiative de cette nature. Depuis, des projets ont été mis en œuvre au titre de l'ASAP dans 41 pays, ce qui a permis d'aider les populations rurales pauvres à renforcer leur résilience au moyen de dons d'un montant total de 298 millions d'USD. Pour la période 2019-2021, le FIDA a revu ses ambitions à la hausse, puisqu'il s'est fixé expressément un objectif chiffré qui consiste à consacrer 25% du programme de prêts et dons à des investissements axés sur le climat.

Le FIDA a été accrédité auprès du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 2002. Le **Programme pour des systèmes alimentaires résilients** est l'un des trois programmes pilotes pour une approche intégrée financés par le FEM. Il est mis en œuvre sous la conduite du FIDA, en collaboration avec 12 pays africains et plusieurs partenaires régionaux. Ce programme d'une durée de cinq ans, qui a pour objet de favoriser un changement de modèle pour l'agriculture africaine, met l'accent sur l'importance du patrimoine naturel et des services écosystémiques pour améliorer la productivité agricole.

SOUTENIR L'ADAPTATION AU TITRE DE L'ASAP

3 127 000 PERSONNES
ont bénéficié du programme

760 000 HECTARES
bénéficient désormais de techniques agricoles résilientes face au climat

82 000 MÉNAGES
disposent d'un meilleur accès à l'eau dont ils ont besoin pour leurs activités de production et de transformation

11 300 ASSOCIATIONS LOCALES
reçoivent un appui à la gestion des risques climatiques

22 MILLIONS D'USD
ont été investis dans des infrastructures capables de résister aux aléas climatiques

17 CONCERTATIONS SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES
ont été menées sur des enjeux essentiels comme la nécessité de se doter de nouveaux codes de la construction afin de bâtir des infrastructures capables de résister aux aléas climatiques, la place à accorder à la question des changements climatiques dans le cadre des dispositifs de vulgarisation, et la législation régissant le pastoralisme

MOBILISER DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS RESPONSABLES

Le FIDA peut mettre à profit son statut de spécialiste de la transformation de l'agriculture, des économies rurales et des systèmes alimentaires pour faciliter les initiatives d'autres acteurs qui poursuivent les mêmes buts. **Le secteur privé** peut être un puissant moteur de croissance inclusive. **Les petites exploitations, qui font elles-mêmes partie du secteur privé, n'ont souvent pas accès aux ressources dont elles ont besoin, ni aux marchés.**

La formule des partenariats public-privé-producteurs – 4P – peut permettre de développer et d'améliorer l'accès des petits producteurs pauvres aux services et aux marchés.

Cette formule consiste à se servir des fonds publics apportés par les gouvernements et le FIDA comme levier pour mobiliser des financements et des investissements provenant d'entreprises agricoles privées, du secteur financier et des producteurs eux-mêmes. Les projets bénéficiant du concours du FIDA contribuent au financement de biens et services publics, notamment des travaux de recherche et des services de vulgarisation, et d'infrastructures comme les routes rurales ou les marchés, tout en renforçant les capacités des organisations paysannes à réunir des volumes de production plus importants.

La demande de financements qui émane des petits producteurs reste considérable – elle est estimée à 200 milliards d'USD en Afrique subsaharienne, Asie du Sud et du Sud-Est et Amérique latine. Le volume des crédits actuellement disponibles n'atteint que 50 milliards d'USD au total. Or les petits producteurs, les PME et ceux qui aspirent à devenir des «agripreneurs» (autrement dit des entrepreneurs agricoles) relèvent d'un «chaînon manquant» puisqu'ils se situent entre les grandes exploitations agricoles qui peuvent se financer auprès des banques commerciales et les petits producteurs qui peuvent obtenir des prêts d'un faible montant ou emprunter dans un cadre informel.

Pour contribuer à combler cette lacune, **le FIDA a conçu et parrainé le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC) qui a pour finalité de financer le «chaînon manquant» de l'agroentrepreneuriat rural, axé sur les jeunes et sur les femmes.** Le Fonds ABC, fonds d'impact indépendant, aide à rendre ce secteur plus sûr grâce à une structure de capitaux de première perte, à une assistance technique ciblée et au développement d'une filière robuste.

Non seulement FIDA a parrainé la création du Fonds ABC et a accordé à celui-ci un don de 3,5 millions d'USD, mais il a aussi mobilisé un engagement de première perte d'environ 50 millions d'euros de ses partenaires – l'Union européenne, le Groupe des États d'Afrique,

S'ASSOCIER AVEC LE SECTEUR PRIVÉ POUR OFFRIR DES PERSPECTIVES À LA JEUNESSE

Le Programme de développement des filières mis en œuvre au Nigéria avec le soutien du FIDA porte sur la productivité, les infrastructures, l'accès aux marchés et l'inclusion sociale; il s'agit de l'un des premiers partenariats public-privé-producteurs (4P) mis en place dans le secteur agricole nigérian. Ce programme a permis d'aider plus de 53 000 ménages ruraux à accroître leurs revenus d'au moins 25%, et de créer plus de 6 000 emplois à l'intention des femmes et des jeunes. Le forum des associations de producteurs mis en place dans le cadre de ce programme permet aux paysans de collaborer aussi bien avec le secteur privé qu'avec les pouvoirs publics. Au nombre des partenaires figure Olam Nigeria Limited, une société choisie par les paysans eux-mêmes en raison des moyens dont elle dispose et des conditions qu'elle propose – notamment la mise en place du crédit dématérialisé qui permet de procéder à des paiements en ligne sur le lieu d'achat du riz paddy, la participation au financement de services de vulgarisation, et la création de centres de collecte de proximité qui desservent des pôles de production regroupant plusieurs petites exploitations. Ce programme contribue à réduire les importations de produits alimentaires et favorise la viabilité et la sécurité alimentaire. Par ailleurs il contribue à la sécurisation foncière, la production de semences de grande qualité et l'adoption de techniques de transformation plus efficaces et de nouvelles technologies, comme les mini-tracteurs à conduite manuelle, qui rendent le travail moins fastidieux et permettent de créer des emplois pour les jeunes motivés par une agriculture moderne et rentable. Sumaka Japhet est un jeune homme qui a bénéficié du Programme de développement des filières. En 2017, il a reçu un kit de démarrage grâce auquel il a pu cultiver le riz autrement. Les engrais, les herbicides et les pesticides ont fait la différence, de même que l'emploi de semences certifiées de qualité. La première année, Sumaka a récolté plus de 2,5 tonnes à l'hectare – un rendement près de trois fois supérieur à celui que son père obtenait



© FIDA/Bob Baber

habituellement en employant des méthodes traditionnelles. En 2019, Sumaka a vendu au projet sa récolte de semences, soit 3,5 tonnes à l'hectare, pour un montant de 1,2 million de NGN (naira nigérian) – 3 000 USD environ. Selon ses termes, «Ce que je gagne en trois mois, c'est plus que ce que les jeunes fonctionnaires qui travaillent dans un bureau gagnent en un an. Ici, je peux passer du temps au village avec ma famille, et pour moi, c'est important.» Le programme, qu'il est désormais prévu de prolonger jusqu'en 2024, a pour objectif de venir en aide à 135 000 petits producteurs, et son extension à d'autres États nigériens est en cours. La valeur totale du programme s'élève aujourd'hui à 330 millions d'USD.

des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et le Gouvernement luxembourgeois. Le FIDA a aussi obtenu 9 millions d'euros de la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse. Cette initiative **illustre le rôle rassembleur du FIDA dans le domaine du financement du développement, en faveur d'économies rurales durables et inclusives.**

ACCÉLÉRER LES PROGRÈS AU COURS DE FIDA12

Durant la période couverte par la Douzième reconstitution des ressources (2022-2024), le FIDA entend s'employer à accroître son impact dans des proportions considérables afin d'accélérer les progrès sur la voie de la réalisation du Programme 2030. Trente et un pays sont très éloignés de la réalisation de l'ODD 1¹⁵. Le FIDA a entrepris de transformer son modèle financier afin de développer sa capacité de porter assistance aux pays qui en ont le plus besoin.

Le FIDA peut s'appuyer sur un socle solide et il est bien armé pour prendre une initiative de cet ordre. Selon les termes **du rapport sur le FIDA établi par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) pour les années 2017-18**, «Le FIDA est une organisation agile, réactive et performante»; le rapport note que «le Fonds n'a cessé de contribuer à réduire la pauvreté rurale et continue d'obtenir des résultats tout à fait pertinents au regard des besoins et des priorités de ses États membres.»

Compte tenu des dernières réformes de son modèle opérationnel, le FIDA est en mesure de produire un impact beaucoup plus important en mettant en place des conditions propices à la reproduction à plus grande échelle des interventions axées sur le développement rural. À la faveur de la décentralisation, le FIDA s'est rapproché de ses clients, ce qui lui a permis de mieux répondre à leurs besoins et d'approfondir l'appui apporté dans le domaine des politiques publiques.

Au terme de la période couverte par FIDA10 (2016-2018), **les évaluations d'impact ont montré que le FIDA s'acquitte de son mandat fondamental, atteint ses objectifs stratégiques et obtient un impact**. Au cours du cycle de FIDA10, 62 millions de personnes ont fait état d'une plus grande mobilité économique, 47 millions d'une amélioration de leur production, 50 millions d'une amélioration de leur accès aux marchés et 26 millions d'une amélioration de leur résilience. Ces résultats vont au-delà des objectifs ambitieux que le FIDA s'était fixés pour la période de FIDA10.

Les efforts entrepris par le FIDA pour multiplier son impact par deux d'ici 2030 s'appuient sur une nouvelle architecture financière qui donne au Fonds une assise financière à la fois viable et saine. Plusieurs nouveaux éléments essentiels ont pour objet de renforcer la gestion des risques, la planification des fonds propres et l'efficacité de l'emploi des ressources.

Grâce à une offre plus large d'instruments financiers, le FIDA sera mieux à même d'accompagner les pays à faible revenu qui sont en voie d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire, ce qui lui permettra de renforcer son approche programmatique au niveau des pays.

DÉVELOPPER LES MOYENS D'EXISTENCE GRÂCE AUX SAVOIRS ET À L'AUTONOMISATION

L'essor de la demande de produits alimentaires ouvre aux paysans des perspectives d'augmentation de leurs revenus et constitue une incitation à améliorer l'efficacité et la productivité. Nombre d'entre eux ne disposent pas de solutions techniques adaptées et n'ont qu'un accès limité aux marchés. C'est la situation dans laquelle se trouvent les producteurs de pommes de terre boliviens, équatoriens et péruviens, qui trouvent dans ce tubercule leur principale source de nourriture et de revenus. En 2015, le FIDA et le Centre international de la pomme de terre (CIP) ont lancé un projet qui a vocation à améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et l'adaptation aux changements climatiques des familles paysannes pauvres dont les systèmes de culture reposent sur la production de pommes de terre (variétés indigènes et améliorées). Ce projet a été financé par un don du FIDA de 1,4 million d'USD et un don du CIP de 235 000 USD. Gaby Quispe, qui appartient à la communauté de Yanahauira, dans la municipalité bolivienne de Patacamaya, a participé au projet. Membre d'une organisation paysanne, elle a pu participer aux activités de formation menées au titre du projet financé par le FIDA et le CIP dans la région andine. Elle a trouvé des stages et a été chargée de transférer les connaissances



© FIDA / Gaby Quispe

ainsi acquises à d'autres producteurs de la communauté, en particulier à d'autres femmes. «Je n'avais jamais réalisé auparavant que ma façon de sélectionner les semences affectait mes rendements», explique-t-elle. «Avant, on les sélectionnait un peu au hasard. Maintenant, on sait mieux comment sélectionner les meilleures. On est passés de 15 sacs de pommes de terre pour un sac de semences à 25 sacs de pommes de terre pour un sac de semences. Mon budget semences a diminué.» Elle a aussi appris que les phéromones des teignes femelles peuvent aider à piéger les mâles pour éviter qu'ils ne dévastent son stock de pommes de terre. Elle a l'intention d'améliorer ses installations de stockage et d'utiliser plus efficacement les nouvelles techniques. Ce projet a profité directement à environ 12 000 familles en situation de pauvreté et indirectement à quelque 3 000 autres.

Le FIDA continuera d'accorder la majeure partie de ses ressources aux pays à faible revenu, à des conditions favorables (ou concessionnelles). Mais **tous les pays admissibles comme emprunteurs pourront obtenir des ressources additionnelles pour faire plus et obtenir davantage d'impact. Les contributions des membres restent le cœur du modèle opérationnel du FIDA** et de sa viabilité financière. **Mais ces contributions des États membres sont aussi le socle qui permet de faire jouer l'effet de levier en empruntant.**

Comment ces ressources empruntées permettent-elles de renforcer l'impact obtenu par le FIDA en matière de développement? **Avec l'application d'un ratio de levier plus élevé aux ressources de base du FIDA, celui-ci serait en mesure d'accorder un volume de ressources plus important, à des conditions de financement viables,** à des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou de la tranche supérieure dans lesquels persistent des poches de pauvreté tenace. Le recours à l'emprunt augmentera progressivement, ce qui permettra de disposer de suffisamment de temps pour régler d'autres questions, concernant notamment les moyens, la gestion des risques et les besoins en ressources humaines.

Afin d'accélérer la mise à disposition de l'aide aux pays qui en ont le plus besoin, le FIDA fera appel au financement sous forme de dons, en particulier dans les pays exposés **à des chocs climatiques, des conflits ou une récession économique**. Les dons peuvent également contribuer à amorcer les progrès dans des pays surendettés, pour lesquels il est difficile de souscrire de nouveaux emprunts, et dont bon nombre **sont confrontés à une forte variabilité du climat et à une insécurité alimentaire marquée**. Le nombre de pays membres du FIDA surendettés ou exposés à un risque de surendettement élevé a augmenté de 80% depuis 2014.

En outre, dans le cadre du modèle financier actualisé, des programmes dédiés seront mis en place afin d'améliorer la résilience des populations rurales et de développer l'accès des petits producteurs aux marchés en faisant appel au secteur privé et en suscitant de nouveaux investissements. **Il est prévu que le nouveau programme ASAP+ s'appuie sur les expériences réussies dans le cadre des phases précédentes de l'ASAP. L'intention est d'orienter un volume de financements plus importants en faveur des pays à faible revenu** – particulièrement ceux qui sont surendettés – où les taux de malnutrition sont élevés, qui sont en situation de fragilité et où le niveau des investissements dans l'adaptation aux changements climatiques est faible. Il s'agit également de compléter le programme de prêts et dons du FIDA et d'en renforcer l'impact.

Outre la priorité accordée à l'adaptation aux changements climatiques, il est prévu que le programme ASAP+ traite également des grands enjeux qu'il convient de prendre systématiquement en compte, à savoir la problématique femmes-hommes, les jeunes et la nutrition, et qu'il porte davantage attention à l'atténuation, qui constitue une retombée positive majeure des logiques d'adaptation. Pour faire en sorte que la mise en œuvre soit efficace et rapide, le programme ASAP+ agira par l'intermédiaire des pouvoirs publics, mais aussi des ONG, d'autres entités non étatiques et de la société civile.

Le nouveau **Programme de participation du secteur privé au financement (PSPF)** aura pour finalité de drainer les investissements et le savoir-faire du secteur privé en faveur du **développement des microentreprises et petites et moyennes entreprises rurales et des organisations paysannes**. Le PSPF privilégiera les investissements qui favorisent la création d'emplois pour les jeunes, l'autonomisation des femmes et le renforcement de la résilience. Les États membres pourront participer au financement de ce programme, de même que les fondations et le secteur privé.

Le PSPF tire parti du rôle que joue le FIDA en tant que rassembleur de fonds et partenaire de confiance, fort d'une longue expérience auprès des gouvernements et des populations rurales elles-mêmes. Le FIDA collabore déjà avec le secteur privé dans le cadre de ses projets financés par des prêts, en facilitant la constitution de partenariats public-privé-producteurs (4P). Mais le PSPF pourrait permettre d'attirer de nouveaux investissements provenant de sources diverses.

Dans les pays fragiles où les capacités d'exécution sont médiocres, pour contribuer à l'obtention d'un impact, il est prévu que le PSPF cherche à forger des partenariats avec des entités du secteur privé solides et réputées qui partagent les valeurs du FIDA et qui sont en mesure de produire des avantages pour les petits producteurs. Les projets financés au titre du PSPF devront être viables sur le plan économique, se traduire par des effets bénéfiques sur les groupes cibles du FIDA, être conformes à des normes environnementales et climatiques rigoureuses et promouvoir la bonne gouvernance.

Les populations rurales – **petits producteurs, femmes, jeunes, peuples autochtones** – **ont besoin dès aujourd'hui de soutien et d'investissements afin d'améliorer leurs conditions de vie, de devenir plus prospères et de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience, pour eux-mêmes et pour les communautés auxquelles**

AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ DE L'ÉLEVAGE ET DOPER LES REVENUS AU TADJIKISTAN

En République du Tadjikistan, la pauvreté est omniprésente, en particulier dans la province de Kathlon, où 78% de la population vit sous le seuil national de pauvreté. L'élevage occupe une place prépondérante dans le secteur agricole tadjik, mais, en raison de facteurs comme la dégradation des terres et le manque d'aliments pour bétail, les rendements en viande et en lait sont faibles, ce qui ne fait qu'aggraver la pauvreté des paysans. Le FIDA a mis en place une intervention d'une durée de six ans, le Projet de développement de l'élevage et des pâturages; ce projet, qui est aujourd'hui dans sa deuxième phase, avait pour finalité de créer une structure de gestion chargée de s'acquitter de trois missions: gérer les pâturages, améliorer les méthodes de sélection du bétail et accroître la production, et proposer des formations et des ressources aux ménages dirigés par une femme afin de favoriser l'autonomie des femmes. Les bénéficiaires ont augmenté leur cheptel, et les animaux étaient plus gros, grâce à une eau plus accessible et moins coûteuse, à la mise à disposition de tracteurs et à l'utilisation de techniques de reproduction et de saillie améliorées ou contrôlées. Le poids des ovins a ainsi augmenté de 17% et celui des bovins de 27%, la taille des troupeaux de 60%, les revenus tirés de l'élevage de 42% et les actifs productifs de 115%. Les ménages touchés par la sécheresse ont vu leurs revenus progresser de 13%. Kholikov Abdurahmon est un jeune qui a commencé à exercer une activité agricole à 15 ans. Aujourd'hui âgé de 27 ans, il avait constaté une dégradation des conditions d'exploitation de sa ferme en raison d'une aggravation de la sécheresse, jusqu'à ce qu'il décide de participer au Projet de développement de l'élevage et des pâturages. Avec l'aide de ce projet, il a transformé son exploitation en plantation d'églantiers et de pistachiers. Ces plantes supportent mieux la sécheresse, et comme elles s'enracinent profondément, elles n'ont pas besoin d'irrigation. Il a également bénéficié d'une formation pour apprendre à entretenir les plantations, à récupérer l'eau de pluie et à transformer les fruits séchés. Les revenus de sa famille ont progressé. Voici ce qu'il déclare: «Je vais pouvoir donner une bonne éducation à mes enfants, mieux les nourrir, augmenter progressivement le nombre d'églantiers et de pistachiers et, à l'avenir, assurer à ma famille un très bon niveau de vie¹⁶.»



©FIDA/Chris McMorrow

ils appartiennent. Ils jouent un rôle essentiel dans la production durable d'aliments nutritifs en quantité suffisante pour nourrir la planète, tout en assurant la gestion des sources de biodiversité les plus riches du monde et en s'adaptant aux changements climatiques, dont ils atténuent les effets.

Le FIDA demande aujourd'hui à ses membres d'accroître leur appui afin d'être en mesure d'amplifier la contribution qu'il apporte à l'élimination de la faim et de la pauvreté et à la réalisation des ODD, dont l'importance est vitale pour notre avenir commun.

TRANSFORMER LES RESSOURCES EN RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

PROGRAMME DE PRÊTS ET DONS

COFINANCEMENT

ASAP+

PSPF

PROGRAMME DE TRAVAIL

OBJECTIF

Les ruraux viennent à bout de la pauvreté et parviennent à la sécurité alimentaire grâce à des moyens d'existence rémunérateurs, durables et résilients

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

OS 1
PRODUCTION

OS 2
ACCÈS AU MARCHÉ

OS 3
RÉSILIENCE

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



10 INÉGALITÉS RÉDUITES



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



15 VIE TERRESTRE



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



EXÉCUTION

- Opérations décentralisées
- Approche programmatique
- Gestion du risque, protection sociale et de l'environnement
- Participation à l'élaboration des politiques

IMPACT

PRINCIPES D'ENGAGEMENT

- Ciblage
- Autonomisation
- Innovation, apprentissage et extension
- Partenariats

THÈMES TRANSVERSAUX

- Égalité femmes-hommes
- Emploi des jeunes
- Amélioration de la nutrition
- Prise en compte des questions climatiques

STRATÉGIE

CIBLE ODD 1.4

ÉGALITÉ DES DROITS
AUX RESSOURCES
ÉCONOMIQUES

CIBLE ODD 1.5

RÉSILIENCE DES PAUVRES
FACE AUX CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



CIBLE ODD 2.3

LA PRODUCTIVITÉ ET LES
REVENUS DES PETITS
EXPLOITANTS A DOUBLÉ

CIBLE ODD 2.4

SYSTÈMES DURABLES
DE PRODUCTION
ALIMENTAIRE

NOTES

- 1/ Rapport sur les inégalités mondiales 2018. Laboratoire sur les inégalités mondiales. <https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-summary-french.pdf>.
- 2/ Données 2018 de la Banque mondiale mentionnées dans: FAO (2019) *FAO Framework on Rural Extreme Poverty: Towards reaching target 1.1 of the Sustainable Development Goals*. Rome: FAO.
- 3/ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2019. *2019 – L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*. Rome: FAO.
- 4/ CRED et Secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes. 2018 Economic Losses, Poverty & Disasters 1998-2017. http://www.unisdr.org/files/61119_credeconomiclosses.pdf.
- 5/ Selon le Secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, les coûts des catastrophes liées au climat, qui représentent 77% de l'ensemble des catastrophes naturelles, ont plus que doublé entre 1998 et 2017, pour atteindre 2 245 milliards d'USD (voir la note iv).
- 6/ Dasgupta et al. 2014. Rural areas. In: *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, pages 613-657.
- 7/ IIED 2010. *Moving to adapt to climate change. Reflect & Act*. Décembre 2010. Londres: IIED.
- 8/ Samberg et al. 2016. Subnational Distribution of Average Farm Size and Smallholder Contributions to Global Food Production. *Environmental Research Letters* Vol 11 (12). <http://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/11/12/124010/meta>.
- 9/ Christiaensen, L. et Martin, W. 2018. «Agriculture, Structural Transformation and Extreme Poverty Reduction: Eight New Insights.» *World Development* 109: pages 413-416. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.05.027>.
- 10/ FIDA 2018. Impact Assessment: Participatory Small-Scale Irrigation Development Programme I (PASIDP I). <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/41117514>.
- 11/ ODI. 2019. *Pathways to Sustained Poverty Reduction: Balancing Growth from Above and Below*. Briefing note. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/events-documents/12774.pdf>.
- 12/ FIDA. 2018 Impact Assessment: Rural Development Support Programme in Guérea. <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/41096296>.
- 13/ FIDA 2019. Impact Assessment: Coastal Climate-Resilient Infrastructure Project. <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/41115553>.
- 14/ Hallegatte et al. 2016. *Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Poverty*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- 15/ Gertz, G. et Kharas, H., «The Road to Ending Poverty Runs through 31 Severely Off Track Countries», *Future Development blog*, 13 février 2018, Brookings Institution. <https://www.brookings.edu/blog/futuredevelopment/2018/02/13/the-road-to-ending-poverty-runs-through-31-severely-off-track-countries/>.
- 16/ FIDA 2018. Impact Assessment: Livestock and Pasture Development Project. <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/41115098>.

CE QUE LES AUTRES DISENT DU FIDA

« [Les systèmes alimentaires] doivent être remis d'aplomb et c'est à cet égard que le FIDA joue un rôle si important, parce que c'est une institution financière, parce qu'il agit au niveau local, parce qu'il s'appuie sur des données scientifiques, et parce qu'il est efficace; il faut lui donner les moyens de faire davantage.»

David Nabarro, Directeur de la stratégie; 4SD – Skills, Systems & Synergies for Sustainable Development

« Se concentrer sur le développement rural revient à se concentrer sur une priorité importante pour le continent.»

Ibrahim Assane Mayaki, Secrétaire exécutif de l'Agence de planification et de coordination du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

« Il ne peut être question de passer de la fragilité à la résilience si les institutions qui sont à la manœuvre sont elles-mêmes fragiles. Pour que le travail soit fait comme il faut, les institutions telles que le FIDA doivent pouvoir compter sur un appui vigoureux.»

Son excellence Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République fédérale du Nigéria et ancien président de l'Union africaine

« Dans le cadre de l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, nous avons su donner l'exemple en matière de bonnes pratiques en appliquant le principe du consentement préalable, libre et éclairé, ce qui se traduit par une amélioration de l'exécution des projets et de leur conception, et conduit à une véritable autonomisation des peuples autochtones, qui sont placés au cœur des prises de décisions portant sur les enjeux du développement.»

Joan Carling, ancienne membre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones

« Le modèle de partenariat et d'aide réciproques prôné par le FIDA est très différent de celui d'autres institutions et organisations des Nations Unies. Et nous avons la sincère conviction que ce modèle idéal aura sa place dans l'avenir prometteur qui s'annonce à l'humanité.»

Son excellence Sheikh Hasina Wazed, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh

« Le Fonds international de développement agricole (FIDA) bénéficie des encouragements de sa "clientèle de base", les chefs de file du secteur du développement rural, qui considèrent qu'il fait partie des donateurs les plus influents et les plus utiles.»

AID DATA, *Listening to Leaders 2018*

« Le FIDA obtient des résultats solides en faveur de son principal groupe cible – les ruraux pauvres – et au-delà, il contribue à la réduction de la pauvreté rurale, ainsi qu'à l'obtention de résultats transversaux, plus particulièrement en matière de problématique femmes-hommes... La forte pertinence des résultats obtenus par le FIDA – au regard de son mandat comme des besoins de ses États membres – tient en grande partie aux consultations stratégiques approfondies qu'il conduit et au mode de conception des interventions particulièrement participatif qu'il emploie.»

Rapport 2017-2018 du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN)

Le FIDA investit dans les populations rurales en les dotant des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 22,4 milliards d'USD sous la forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt en faveur de projets qui ont bénéficié à un nombre de personnes estimé à 512 millions. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Au cours de l'année 2020 auront lieu les consultations sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12). Tous les trois ans, les États membres du FIDA se réunissent pour examiner la performance du Fonds, s'accorder sur ses orientations et priorités à venir, et mobiliser des ressources. Ces consultations détermineront le programme de travail du Fonds pour la période 2022-2024 et jetteront les bases qui lui permettront de multiplier son impact par deux d'ici 2030.



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

 facebook.com/ifad
 instagram.com/ifadnews
 linkedin.com/company/ifad
 twitter.com/ifad
 youtube.com/user/ifadTV

Février 2020